



Revue d'anthropologie des connaissances

16-4 | 2022

Le tournant participatif de la vigilance
environnementale

Un IDex pour quoi faire ?

Cadrement et appropriations d'un dispositif de financement local

What is an IDex for? Framing and appropriations of a local financing instrument

¿Para qué sirve un IDex? Elaboración y apropiación de un plan de financiación local

Gérald Gaglio et Nathalie Richebé



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rac/29174>

DOI : 10.4000/rac.29174

ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Ce document vous est offert par Université Côte d'Azur



Référence électronique

Gérald Gaglio et Nathalie Richebé, « Un IDex pour quoi faire ? », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 16-4 | 2022, mis en ligne le 01 décembre 2022, consulté le 09 février 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/rac/29174> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rac.29174>

Ce document a été généré automatiquement le 5 décembre 2022.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Un IDex pour quoi faire ?

Cadrage et appropriations d'un dispositif de financement local

What is an IDex for? Framing and appropriations of a local financing instrument
¿Para qué sirve un IDex? Elaboración y apropiación de un plan de financiación local

Gérald Gaglio et Nathalie Richebé

Introduction

- 1 Les chercheurs et enseignants-chercheurs de l'ESR (Enseignement Supérieur et Recherche) en France cheminent parmi une profusion d'appels à projets (AAP) susceptibles de financer leurs travaux. La baisse progressive des subventions pérennes accordées aux laboratoires au profit d'appels compétitifs a débuté en France dans les années 1960 (Aust, 2014). Désignée dans la littérature par le néologisme péjoratif (notamment à cause de la fragmentation induite) de « projectification » (Fowler *et al.*, 2015), cette tendance s'intensifie. En France, la proportion du financement par projets est passée de 11 % à 21 % (soit plus trois milliards) entre 1982 et 2002 (Thèves, Lepori & Larédo, 2007) pour l'ensemble des financements publics. Elle atteint 24 % selon le groupe de travail « financement de la recherche », préparatoire à la Loi de Programmation de la Recherche Française (2020) pour les années 2021 à 2030, dont un des objectifs est d'augmenter substantiellement cette proportion. Thèves, Lepori et Larédo (2007) observent également que les financements nationaux sont complétés (et en partie concurrencés) par des financements européens et par des appels régionaux ou territorialisés. Cet article se penche sur ce dernier type de « guichet » pour lequel une proximité géographique importante existe entre le financeur et les destinataires des AAP. Plus particulièrement, et en laissant de côté le processus de réponse à l'échelle nationale à l'AAP pour obtenir le label IDex, nous nous focaliserons sur les AAP au travers desquels une université (élargie) finance des recherches grâce au label IDex, après l'avoir remporté. Comment ce dispositif prend-il place parmi les autres sources

de financement, selon quel cadrage par les équipes dirigeantes et via quelle appropriation de la part des chercheurs ?

- 2 Cet article relatera ainsi le cadrage, les usages et les enjeux d'un nouveau dispositif de financement de la recherche qui vient s'ajouter aux nombreux « guichets » déjà disponibles. Il soulignera aussi que l'appropriation de ce dispositif par ses concepteurs comme par ses usagers ne peut être comprise que si on la replace dans le contexte plus large de l'éventail des financements auxquels les chercheurs ont déjà recours.
- 3 Les IDex (Initiatives d'Excellence) s'inscrivent dans une ambition de regroupement territorial qui caractérise l'ESR depuis plus d'une quinzaine d'années. Lancées en 2009 en même temps que les Labex (« Laboratoire d'Excellence ») autour d'une thématique donnée et les Equipex (« Equipement d'Excellence ») avec l'annonce de la levée d'un grand emprunt pour relancer la croissance à la suite de la crise financière de 2008, les IDex constituent un volet essentiel du Programme Investissements d'Avenir (PIA), dont près de la moitié du budget est consacrée à l'ESR. Doté d'un fond de 7,7 milliards d'Euros, le programme IDex entend restructurer en profondeur le paysage de l'ESR en faisant émerger, grâce à un appel à candidatures, « 5 à 10 pôles pluridisciplinaires d'excellence d'enseignement supérieur et de recherche de rang international, capables de rivaliser avec les plus grandes universités du monde ». Le programme IDex exige des universités, organismes de recherche et grandes écoles, qu'ils coopèrent au sein d'un même territoire afin d'« assurer le rayonnement scientifique de la France à l'étranger et attirer les meilleurs enseignants, les meilleurs chercheurs et les meilleurs étudiants »¹. Aujourd'hui, neuf regroupements d'établissements détiennent toujours le label IDex.
- 4 Les rares recherches portant sur le programme IDex empruntent pour l'heure deux directions. La première est l'étude de ses conditions institutionnelles d'émergence, en montrant comment des impulsions provenant du niveau européen (Lepori, 2011) ont été interprétées au niveau national. Ces travaux se penchent aussi sur la rédaction de l'appel à projet national pour la labellisation IDex, ainsi que sur le processus de sélection des candidatures. Natacha Gally (2018) montre à ce titre que l'« Excellence », mantra de cet appel à candidatures, a été peu à peu reléguée au profit de la finalité de regroupement territorial dans le choix des lauréats. La seconde orientation met encore davantage l'accent sur des territoires particuliers, leurs acteurs, et insiste sur le fait que les lauréats ont souvent été des « outsiders », tandis que les positions dominantes dans l'ESR français n'ont pas toujours été confirmées (Aust, Mazoyer & Musselin, 2018). De plus, les interprétations de l'appel national sur l'IDex ont été dépendantes du passé (et parfois du passif) sur les sites, des collaborations préalables et de la structuration préexistante de la recherche locale (Aust, Mazoyer & Musselin, 2018). Devant la « prévalence du critère de transformation institutionnelle » (Aust, Mazoyer & Musselin, 2018, p. 32), c'est-à-dire les gages donnés en termes de regroupements ou de fusions d'établissements, les chances de succès n'ont pas été égales. Plus précisément, « le profil institutionnel des sites, leur potentiel scientifique et l'état du dialogue interacadémique contribuent à favoriser certaines manières de s'approprier les IDex » (Aust, Mazoyer & Musselin, 2018, p. 33).
- 5 Seule la thèse de sociologie récente d'Audrey Harroche (2021) s'est à ce jour intéressée à la manière dont un IDex a été déployé après la labellisation sur un site particulier. L'autrice montre comment différents protagonistes (en particulier des directions de laboratoire) s'emploient à atténuer les effets potentiellement inégalitaires de la mise en

place d'un IDex, en faisant en sorte que les crédits ne soient pas seulement distribués aux acteurs déjà puissants (en recherche)². Cela étant, aucune recherche ne traite spécifiquement de la façon dont les chercheurs et enseignants-chercheurs (au-delà et en deçà de leur laboratoire d'appartenance), bénéficiaires de ce dispositif, s'emparent (ou non) du « guichet » IDex, en mettant cette appropriation en miroir avec le cadrage du dispositif par ses dirigeants. Autrement dit, comment les différents acteurs répondent-ils à la question « Un IDex pour quoi faire » ? En outre, la littérature sur l'incidence des financements par projets sur la recherche met rarement l'accent sur le travail réalisé dans les organismes locaux de financement (Wehrens *et al.*, 2021) et sur la montée en puissance des universités comme pourvoyeuses de financements. Le présent article a pour objectif de contribuer à combler ces angles morts. À cette fin, la notion d'appropriation paraît plus pertinente que celle d'effet : il est difficile d'envisager des effets à court terme (le dispositif étudié est récent), mais surtout de rendre compte d'un mouvement général agrégeant de nombreux dispositifs de financement (Aust & Lepont, 2019). L'appropriation, « processus dynamique d'interprétation, de mise en sens (...) qui débouche sur du singulier » (Crespin, 2014, p. 58), consiste donc à faire sien un élément extérieur, à le traduire dans son propre monde et à lui octroyer aussi une efficacité (Jauréguiberry & Proulx, 2011). Comme nous l'avons suggéré, l'appropriation fait suite et est dépendante d'un cadrage initial, ici de la part d'une direction d'établissement. Pour se saisir de cette notion, nous nous référons à la façon dont la sociologie des mobilisations l'a forgée. Au sein d'un « tournant cognitif », à partir des années 1980, se développe en effet aux États-Unis un courant de recherche qui souligne qu'« une mobilisation ne dépend pas tant de la disponibilité de ressources, de l'ouverture d'opportunités politiques ou d'un calcul coûts-bénéfices que de la façon dont ces différents éléments sont perçus et du sens qu'on leur donne » (Contamin, 2010, p. 55). Les chercheurs de ce champ se sont eux-mêmes appuyés sur la conceptualisation d'Erving Goffman, pour qui les cadres correspondent à des « schèmes d'interprétation » qui aident les individus à « localiser, percevoir, identifier et étiqueter » (Goffman, 1991) des situations au cours de leur vie courante et dans le monde social, plus largement. Du sens est alors donné aux événements vécus, organisant de ce fait l'expérience et orientant l'action (Goffman, 1991). Dans l'optique d'actions collectives, les cadres garantissent également cette fonction interprétative, « de manière à mobiliser des adhérents et membres potentiels, à obtenir le soutien de leurs auditoires et à démobiliser des adversaires » (Benford, Snow & Miriam Pouchard, 2012, p. 224). Dès lors, le cadrage renvoie aux « efforts stratégiques conscients déployés par des groupes de personnes pour façonner des compréhensions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective » (McAdam, McCarthy & Zald, 1996, p. 6, cité et traduit par Revillard, 2003). Le cadrage suppose alors la construction d'un espace de significations et des actions qui vont en être déduites, dans le but de structurer l'action collective. Nous envisagerons le cadrage du dispositif étudié (sur le mode « que peut-on en faire, selon quelles visées et par quels moyens ? ») de cette façon³.

- 6 Le processus de cadrage étudié est à replacer dans le contexte de la « grande course » des universités (Musselin, 2017), expression qui signale une accélération du rythme des réformes depuis les années 2000. La compétition entre les établissements, les laboratoires et les chercheurs s'en est trouvée renforcée, avec parallèlement la promotion d'universités « complètes », c'est-à-dire couvrant un maximum de disciplines et dotées d'une taille suffisante pour être potentiellement attractives au plan international (Musselin, 2017). Le contexte français a aussi été marqué par la loi

relative aux libertés et responsabilités des Universités, dite loi LRU ou loi Pécresse depuis le 1^{er} janvier 2013, qui a donné aux universités accès à l'autonomie notamment dans les domaines budgétaires et de gestion de leurs ressources humaines. Les universités sont devenues de ce fait des acteurs organisationnels à part entière (Bloch, 2021), ce qui s'accompagne d'une « gestionnarisation » croissante, et ce à l'échelle européenne (Bleiklie, Enders & Lepori, 2017). Cela a notamment eu pour conséquence de transformer (au moins en partie et une partie) des enseignants-chercheurs en *managers*, en charge d'animer les nouvelles structures qui se multiplient.

- 7 Aussi, après avoir présenté le matériau qui servira de base à l'analyse, nous indiquerons dans un premier temps, en nous appuyant sur la notion de cadrage, la manière dont un IDex particulier (Aba) a été structuré, selon quelles visées, et comment ses dirigeants ont tenté de lui trouver une place dans la multitude des « guichets » de financements accessibles, ce qui a supposé d'essayer d'enrôler un maximum de chercheurs et d'enseignants-chercheurs. Puis, dans un second temps, nous montrerons les convergences et tensions qui existent entre le point de vue des concepteurs de l'IDex et celui des bénéficiaires, les chercheurs du territoire concerné : dans quelle mesure se sont-ils appropriés le dispositif, en écho au cadrage initial ? Un dispositif tel qu'un IDex ne peut en effet s'installer sans le concours des chercheurs et enseignants-chercheurs, de même qu'il demande à s'établir parmi les autres dispositifs de financement de la recherche.

Encart méthodologique

Notre matériau principal comprend 19 entretiens semi-directifs (d'une heure quinze en moyenne), enregistrés et retranscrits, auprès de chercheurs et enseignants-chercheurs de l'IDex Aba (son nom fictif). Ils ont été réalisés auprès de 6 femmes et de 13 hommes, tous expérimentés (l'âge moyen est de 47 ans). Six d'entre eux occupent des positions de responsabilité au sein d'un laboratoire et/ou au sein de la gouvernance de l'IDex (au niveau des « Collèges d'Excellence », voir infra). Trois enquêtés ont été membres de l'équipe de direction de l'IDex entre 2016 et 2020, et une seule continue sa mission (les deux autres ont achevé leur mandat). Un dernier enquêté a rejoint le staff dirigeant en 2020, lors de son renouvellement. Ces entretiens avec des membres de la « gouvernance » d'Aba, réalisés en 2021, ont aidé à comprendre l'inspiration du dispositif, son fonctionnement souhaité et la façon de « motiver » les chercheurs. Avec les chercheurs, il s'est agi de s'arrêter sur leur itinéraire et leur domaine de recherche, sur la place et le rôle qu'occupent les financements dans leur recherche, pour poursuivre par un zoom sur le financement IDex obtenu. En effet, treize de nos enquêtés ont bénéficié d'un financement de l'IDex et ont été coordinateurs de projets juste terminés, ou encore en cours. Une population de « vainqueurs » a donc été principalement ciblée dans l'environnement de l'IDex Aba, et dans le système de financement par projets. Deux entretiens ont néanmoins été effectués avec des enseignants-chercheurs qui refusent la logique du financement par projets. Les enquêtés proviennent de disciplines variées : géographie (n=3), mathématiques (n=2), physique (n=2), chimie (n=2), informatique (n=3), économie (n=1), linguistique (n=2). L'analyse a consisté à faire apparaître des thèmes, de nature descriptive, suite à la lecture intensive de l'ensemble des entretiens, et après avoir rédigé des fiches synthétiques par entretien. Tous les

entretiens ont été ensuite codés par thèmes et sous-thèmes (avec l'aide du logiciel N'Vivo 11), en analysant des citations particulières et typiques, et en prenant la mesure des disparités notables ou des régularités dans les propos. Nous avons aussi pu assister à une évaluation intermédiaire d'un projet et à une journée de restitution de projets achevés depuis peu. Enfin, une recherche documentaire commencée en 2019 puis reprise en 2021 complète notre matériau : collecte d'AAP, analyse du site Internet de l'IDex et des « Collèges d'Excellence », analyse de propositions retenues à des AAP, en particulier.

Trouver une place à l'IDex Aba et tenter d'impulser une dynamique

- 8 Le processus de cadrage réalisé par l'équipe de direction d'Aba et l'orientation qui a été donnée au dispositif IDex renvoient à trois aspects qui vont être maintenant développés. Les trois opérations de cadrage (qui s'inscrivent dans une progression temporelle) que Robert D. Benford, David A. Snow et Nathalie Miriam Pouchard (2012) ont identifiées et qui contribuent au déploiement des mouvements sociaux, constituent un repère heuristique précieux pour les présenter. Ces auteurs distinguent ainsi une première phase de « *diagnosis framing* » où les acteurs concernés en priorité par un enjeu ont à s'accorder sur un diagnostic de la situation et la formulation d'un problème. Ils envisagent ensuite une manière de mobiliser des moyens pour y remédier ou du moins pour s'y attaquer (« *pronostic framing* »). Pour finir, ils s'interrogent et jouent sur les ressorts motivationnels à activer pour faciliter la participation au-delà d'un cercle de départ (« *motivational framing* »). Pour ce qui nous importe, la première dimension (diagnostic) a consisté, à partir d'un constat de défaillance (une Université pas assez en mouvement) et de risque (être relégué dans le paysage de l'ESR français), à resituer l'IDex dans un projet de transformation plus vaste. Celui-ci ambitionne d'être « visible » au moins sur le territoire national. Le deuxième cadrage (pronostic) est revenu à essayer d'attribuer, de la part des initiateurs du dispositif, une place au « guichet » de financement IDex parmi les autres où les chercheurs peuvent postuler, en particulier en alliant centralisation et autonomie et en promouvant l'idée d'« incubateur »⁴ qui sous-tend un « modèle en escalier ». Le troisième cadrage (« motivationnel ») a procédé d'une volonté d'« entraîner tout le système » pour favoriser une large participation des chercheurs. Il s'est traduit par l'élargissement, très tôt, du Per-IDex (« périmètre d'excellence ») initialement prévu et la multiplication des AAP, via les « collèges » et le « comité de direction ».

L'IDex Aba au service d'une transformation plus vaste

- 9 La sollicitation du financement IDex auprès de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et par la suite l'utilisation des crédits obtenus au plan local participe sur notre terrain d'un dessein de transformation plus vaste. Le « pourquoi un IDex ? » trouve clairement sa réponse dans cet objectif. Ainsi, cet IDex, au vu des quatre entretiens très convergents avec des membres de sa direction (anciens ou nouveaux), est au service d'une fin jugée plus ambitieuse, qui a donné lieu à l'adoption de nouvelles structures, en phase avec la politique du MESRI (Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation) depuis deux décennies. Au cours de la période probatoire

de l'IDex Aba (2016-2021), la ComUe existante a en effet été remplacée par une Université dite « expérimentale » et « intensive en recherche », qui regroupe les 17 établissements qui relèvent aussi de l'IDex. Des Écoles Universitaires de Recherche, en remplacement des UFR (Unité de Formation et de Recherche) ont été créées. L'université du territoire, centre de gravité de ce processus, a ainsi été largement débordée, ce qui va dans le sens d'une des croyances présidant à la « grande course des universités » (Musselin, 2017) : des regroupements voire des fusions sont à réaliser, dans le but d'augmenter la visibilité internationale d'un site. Le changement voulu met la recherche en avant, la finalité étant d'être à la pointe des dispositifs portés par le MESRI afin d'obtenir de façon régulière des financements en plus de la dotation récurrente. Le but est d'exister dans le paysage de l'ESR, avec un territoire à la fois connu internationalement mais relativement enclavé, à l'échelle française, et assez peu prisé des étudiants nationaux (hormis les locaux). L'IDex est, dans cette perspective, envisagée par ses porteurs comme devant insuffler une « dynamique », avec au départ le diagnostic d'une université qui « ronronnait » :

En fait, derrière ce projet ce n'était pas seulement l'idée d'avoir plus de fonds, mais c'était qu'on allait pouvoir changer des choses qui paraissaient impossibles parce que légalement on ne pouvait pas faire autre chose, le code de l'enseignement supérieur et de la recherche était hyper contraignant tout était hyper contraint, à tous les niveaux et en fait l'idée c'était que finalement derrière ces IDex il y avait comme projet d'utiliser ce levier de financement et de label IDex pour changer vraiment de façon structurelle l'organisation de l'université, sa gouvernance, et donc il y a plein de choses qui devenaient, qui redevenaient possibles en fait. (...) Car il n'y avait rien qui se passait quoi, c'était un peu un mouiroir (...) (Frédéric, 50 ans, directeur scientifique d'Aba depuis 2020).

- 10 À travers ce discours et l'initiative qu'il commente, on perçoit bien ce que la littérature néo-institutionnaliste nomme l'« *actorhood* » (Bloch, 2021) des universités, c'est-à-dire la capacité à se poser en acteur en élaborant une stratégie, à garder un contrôle (Bleiklie, Enders & Lepori, 2015) par-delà les pressions de l'environnement extérieur, qui invitent plutôt à se représenter les universités comme passives, avec une succession d'adaptations résignées. La stratégie qui se dessine suppose d'élargir les structures, d'intensifier l'activité de recherche, de renforcer la reconnaissance institutionnelle.
- 11 L'IDex est l'instrument central d'une transformation d'ensemble, nous l'avons vu, ce qui peut étonner compte tenu des montants récoltés, en comparaison avec la dotation annuelle. Ce membre de la direction actuelle de l'IDex Aba explique ce hiatus par l'autonomie laissée et l'incitation réalisée auprès des acteurs locaux, qui a facilité selon lui un processus de transformation :

Les universitaires ont toujours râlé parce que l'université n'allait pas bien, mais quand on a dit « on va changer un truc », tout le monde était dans la rue et rien ne changeait. Là je ne sais pas qui a eu cette idée géniale, dire on va tout changer mais ce n'est pas nous qui allons vous l'imposer, on va vous faire écrire des projets pour vous permettre de faire ce que vous ne voulez pas qu'on fasse nous-mêmes, c'est génial, et pour faire ça on va vous inciter, on va ajouter quelques millions, quinze millions d'euros pour nous chaque année, ouah, mais en fait le budget de l'université X c'est deux cent soixante millions d'euros à peu près ! (Frédéric, 50 ans, directeur scientifique d'Aba depuis 2020).
- 12 Aussi, même si la dotation de l'IDex est sans commune mesure avec celle de l'État, cette dernière est « *fléchée en quasi-totalité pour le personnel et les locaux* », rajoute Dominique (58 ans, ancien directeur aux affaires internationales d'Aba), alors « *qu'avec les 15 millions annuels de l'IDex, on fait ce qu'on veut* » (Dominique). Cela a conduit les

initiateurs de l'IDex Aba à le doter d'une structure de gouvernance *ad hoc*, et non de le fonder dans les vice-présidences de l'Université, par peur que « *l'argent de l'IDex vienne pallier les manques et que rien ne change* » (Dominique).

Trouver une place parmi les autres « guichets » de financement

- 13 Afin d'aller dans cette direction (« pronostic framing »), l'IDex Aba, au plan organisationnel, a adopté pour piliers l'ancrage territorial et l'interdisciplinarité. On trouve ces deux leitmotivs sur les espaces Internet de l'IDEX Aba, ce dernier ayant été pérennisé à la suite de la visite d'un jury missionné par l'ANR en 2021. Cet IDex s'appuie sur trois structures et n'a pas installé une « fondation », unique, comme dans le cas étudié par Harroche (2021). La première structure se compose d'« axes de référence » et vise à affermir les relations avec d'autres acteurs non académiques du territoire⁵. Ces axes sont au nombre de trois et sont liés à des enjeux à la fois sociétaux et locaux, comme le vieillissement. Après plusieurs années de fonctionnement, ils ne sont globalement pas considérés comme des réussites. La deuxième structure est le « comité de direction » (composé de quatre personnes). Il dispose de près de la moitié du budget annuel de l'IDex, pour garder de la « latitude » selon ses membres, dont l'action a été décrite par un nouveau directeur comme « *à la hussarde* », un ancien préférant l'expression d'« *esprit commando* », ce qui dénote un état d'esprit missionnaire voué à la transformation « *quoiqu'il en coûte, comme dirait l'autre* » (Pierre, 64 ans, ancien directeur d'Aba). Le « comité de direction » distribue ses crédits, sur candidatures, vers des post-doctorats ou des programmes d'échanges internationaux, par exemple. Cette entité centralisatrice se complète d'une troisième structure où la décentralisation et l'autonomie sont privilégiées. Il s'agit des « collèges d'Excellence » pour la recherche. Ils sont au nombre de cinq, recouvrent les principales compétences scientifiques du territoire et portent sur des thèmes et non sur des disciplines. Pierre explique cette option par une volonté de ne pas être redondant avec les laboratoires de recherche :

Il fallait vraiment ce truc d'ancrage territorial parce que vu notre taille et vu notre puissance scientifique sinon, ça ne passerait pas. Après l'idée des Collèges elle est venue parce qu'on voulait faire quelque chose qui ne bouscule pas les laboratoires, mais qui permette à des gens de travailler justement sur des sujets qu'on appelait transdisciplinaires. Quand vous êtes directeur de labo c'est toujours compliqué, vous êtes dans le disciplinaire dans votre labo, mais dès que vous essayez de faire dans l'interdisciplinaire vous risquez de vous faire taper sur les doigts. Donc les Collèges pour moi c'était un peu l'endroit... cette soupape où les chercheurs pouvaient réaliser des projets qui n'engagent pas que les gens de leur discipline, ou que les gens de leur laboratoire (Pierre).

- 14 Au-delà, faire de l'IDex un instrument d'une transformation plus vaste a supposé, toujours dans l'opération de cadrage de « pronostic », d'essayer de lui trouver un espace parmi les autres « guichets » de financement (ANR, projets régionaux, européens, etc.). Cela a constitué une préoccupation récurrente durant les entretiens avec les membres de la gouvernance de l'IDex Aba. Le dispositif IDex est en effet mis en place au moment où, depuis une dizaine d'années, les financements par AAP – notamment ANR et européens – se sont largement développés. De fait, l'enquête fait apparaître le souci des concepteurs d'Aba de mettre en place un « guichet » de financement qui ne soit pas redondant avec ces dispositifs, avec de plus des moyens octroyés plus limités, ce qui justifie de se positionner sur des « projets émergents ». Les positions convergent aussi au sujet de l'orientation mise en œuvre. D'une part, les

membres de la direction insistent sur la « *souplesse* » à avoir dans les modalités de soumission en vue de l'obtention de financements issus de l'IDex, pour se distinguer d'une rigidité et d'un formalisme important que les chercheurs subiraient par ailleurs. D'autre part, ces enquêtés voient l'IDex comme un « *incubateur* »⁶ qui permet, selon eux, de financer des projets de recherche qui pourraient ne pas l'être ailleurs, car ils explorent de nouvelles voies et cherchent l'originalité. Un argument s'inscrit dans la continuité : l'IDex n'a pas vocation à se substituer, mais à compléter les dispositifs de financement existants. Cet argument peut prendre la forme d'une mise en garde :

On n'est clairement pas là pour faire du saupoudrage mais pour soutenir (...), il y a eu clairement une volonté de ne pas utiliser l'IDex comme un pansement pour venir combler des manques de financement des chercheurs (Clara, 36 ans, directrice opérationnelle de l'IDex Aba depuis 2016).

- 15 Il ne s'agit donc pas de considérer les financements par l'IDex comme une valeur refuge qui colmaterait les brèches, à l'image de la crainte relative au budget global de l'Université. Car la volonté de « *structurer* », de « *transformer* » est toujours de mise. Alors que nous avons insisté juste avant sur une transformation institutionnelle « par le haut », les dirigeants de l'IDex Aba cherchent aussi à produire une transformation « par le bas » en créant un réflexe de soumission aux AAP et surtout en promouvant un modèle « en escalier » : les chercheurs, toujours plus nombreux, qui obtiendraient des financements de l'IDex iraient ensuite solliciter des sommes plus importantes auprès de « *guichets* » nationaux et internationaux, en élargissant leurs projets.

L'IDex c'est pour donner un input pour aller ensuite vers d'autres sources de financement plus importantes (Clara).

- 16 « *Racontez-moi ce genre de success story !* » invite aussi une directrice d'Aba quand elle apprend qu'un financement d'environ un million d'euros de l'ANR a été accordé à un projet amorcé par l'IDex, lors de la conclusion d'une journée de présentation de projets IDex juste terminés (janvier 2020). Par conséquent, l'usage de l'expression d'« *effet levier* » vers des projets mieux lotis, comme les ERC (*European Research Council*), a été omniprésent dans cette série d'entretiens. Il a même donné lieu à une mesure mise en avant lors de l'évaluation de l'IDex Aba en 2021, convaincre de la nécessité d'obtenir le renouvellement du dispositif étant en ligne de mire :

C'est quelque chose qu'on a essayé de mesurer, c'est que là où on a mis de l'argent IDex ça a permis par la suite aux chercheurs d'obtenir d'autres financements derrière... de façon générale hein, au global on a quasiment, on a au moins multiplié par deux la mise de l'IDex on va dire en termes d'effet levier sur des financements européens, ANR, région (Clara).

- 17 Ce procédé se rapproche d'une modalité du travail de mise en scène de la cohérence des financements sur projet que mettent en lumière Wehrens *et al.* (2022) : le « *signifying success* », soit le fait de signifier le succès du dispositif, notamment en créant ses propres indicateurs, auprès de différents publics, en l'occurrence ici les évaluateurs de l'ANR. En outre, une représentation du chercheur et de l'enseignant-chercheur idéal est sous-jacente et constitue un pré-conception (Akrich, 1995) : il elle soumet des projets de recherche pour être financé.e, et ceux-ci sont de plus en plus « *gros* ». En toile de fond, ce cercle vertueux permettrait de surcroît d'augmenter la capacité d'auto-financement des établissements.

« Entraîner tout le système »

- 18 Cela implique que les chercheurs ne soient pas « *dans leur bulle* » (Dominique, 58 ans, ancien directeur aux affaires internationales d'Aba) et, parallèlement, ouvrent de nouvelles pistes de recherche par rapport à « *ce qu'ils ont l'habitude de faire* » (Dominique). Des conditions jugées favorables pour parvenir à cet état de fait ont ainsi été mises en oeuvre par les membres de la gouvernance du dispositif, l'hypothèse d'une absence d'engagement des chercheurs étant sérieusement considérée. Nous sommes ici dans le cadrage « motivationnel » décrit par Benford, Snow et Miriam Pouchard (2012).
- 19 Ainsi, toujours dans le but de trouver une place et une légitimité à l'IDex, les membres de sa direction ont « *essayé d'entraîner tout le système* » (Dominique), comme pour réduire le côté potentiellement inégalitaire de l'« instrument » IDex qui, du fait de la mise en compétition des chercheurs, peut avoir tendance à renforcer les hiérarchies (notamment disciplinaires) existantes (Harroche, 2021).
- 20 La mesure que l'on peut qualifier d'originelle pour y parvenir a consisté à aller contre l'avis du jury de l'IDex rencontré en 2015 et à élargir le Per-IDex (« périmètre d'Excellence⁷ ») au-delà des équipes de recherche évaluées A+ par l'actuelle HCERES. Cela serait revenu, selon Pierre (64 ans, ancien directeur d'Aba), à « *arroser les meilleurs qui auraient été encore meilleurs, auraient dépensé l'argent qu'on leur aurait donné... mais ça n'aurait rien changé à l'Université* » (Pierre). À l'intérieur des contraintes auxquelles la direction d'Aba a fait face, on retrouve la tension structurante entre élitisme (ce que suggère les dispositifs comprenant l'« excellence » dans leur intitulé) et ouverture, qu'Audrey Vézian (2014) a bien mis en exergue à propos du lancement de la politique biomédicale en France, en particulier lors de la promulgation des cancéropôles : les membres du MESRI engagés dans les discussions tiraient dans le sens de l'élitisme en insistant sur la nécessité de privilégier des pôles déjà existants et reconnus sur le plan de la recherche fondamentale et clinique, alors que ceux du ministère de la Santé plaidaient pour une approche plus inclusive et à même de voir émerger d'autres pôles, dans un souci d'aménagement du territoire. Dans l'IDex Aba, une autonomie forte a enfin été laissée aux Collèges d'Excellence, qui l'ont mise à profit pour proposer des AAP. Ce choix a surpris Pierre : « *J'ai trouvé que ça déresponsabilisait un peu les pilotes des Collèges qui auraient pu dire « nous on veut faire ça », ils en avaient l'opportunité en fait* ». Dominique nuance en considérant que l'adoption de cette forme connue de gestion des ressources a favorisé l'appropriation par les chercheurs du dispositif IDex : « *L'AAP c'est une modalité assez neutre que tout le monde comprend et qui permet de gérer beaucoup de choses* ».
- 21 La seconde mesure dans cette direction (mobiliser le plus grand nombre de chercheurs) est tout simplement revenue à démultiplier les aides et plus encore les AAP, par le biais du Comité de Direction et des Collèges. Les AAP lancés annuellement par les Collèges sont divers (financement d'écoles d'été, de conférences internationales, de stages de master, de doctorat et de mini-équipes), mais l'AAP de recherche partenariale est largement dominant. Pour donner des ordres de grandeur, le Collège 3 (géographie et sciences environnementales) a distribué 1,5 millions d'euros pour 48 projets soutenus (dont 18 avec d'autres Collèges), alors que le Collège 2 (Sciences du complexe) avance 1,7 millions d'euros dépensés et 80 projets soutenus, contre 24 pour le collège 1 (informatique et électronique), 38 pour le Collège 5 (Sciences Humaines et Sociales), 24

pour le Collège 2 et 71 pour le Collège 4 (Sciences du Vivant). Sur la base des AAP consultés et des informations disponibles à propos des projets retenus, la durée moyenne des projets sélectionnés est approximativement de deux ans, car des projets d'un an ont coexisté avec des projets de recherche de deux ans et des projets calés sur le temps d'un doctorat (trois ans). Les disparités sont importantes au plan des financements, ceux-ci allant de 6000 à 150 000 euros pour des financements des Collèges, en propre ou en co-financement avec un autre Collège. Ces temporalités relativement courtes et cette fragmentation contrastent avec l'organisation des Labex, généralement plus resserrés disciplinairement et octroyant des financements plus longs, sans nécessairement d'AAP, ce qui permet de sortir encore plus explicitement d'un schéma compétitif (Aust & Lepont, 2020).

- 22 En somme, le processus de cadrage opéré par les initiateurs et les dirigeants de l'IDex s'est voulu en premier lieu ambitieux pour servir de marchepied à une transformation plus vaste, sous peine de ne pas tirer parti des restructurations de l'ESR (« *diagnosis framing* ») En deuxième lieu, le dispositif IDex, dans son organisation formelle, a été tourné dans la direction (« *pronostic framing* ») de cette transformation plus vaste (en poussant à l'interdisciplinarité et l'ancrage local, notamment). Enfin, l'IDex Aba s'est voulu intégrateur, souple et ouvert afin de faciliter l'appropriation de ce nouveau « guichet » par un maximum de chercheurs (« *motivational framing* »). Comment ces orientations ont-elles été reçues par les chercheurs et les enseignants chercheurs ? Quelles formes l'appropriation a-t-elle prise ?

Inscrire l'IDex Aba dans une dynamique professionnelle : l'appropriation par ses bénéficiaires

- 23 Symétriquement, et en ne traitant pas directement les espaces intermédiaires constitués par les « Collèges d'Excellence », cette deuxième partie va concerner les bénéficiaires de l'IDex Aba. De manière générale, les directeurs et les porteurs de projet jugent le dispositif approprié. Au vu de l'enquête, nous considérerons, quant aux stratégies de recherche de financements, qu'une rationalité instrumentale s'articule avec une quête de sens et des valeurs professionnelles (créativité, liberté académique, cumulativité, etc.). Les enquêtés essayent de mener leur recherche dans un contexte où les ressources sont de plus en plus difficiles à obtenir, en adaptant le dispositif IDex à leurs besoins et leurs convictions. Ainsi, la dimension instrumentale et la dimension axiologique se rencontrent, plus qu'elles ne s'opposent (Hubert, Chateauraynaud & Fourniau, 2012). Deux registres d'engagement émergent et peuvent se mêler dans la réalité. Nous commencerons donc par présenter une appropriation « convaincue » (où les acteurs considèrent que le dispositif de financement IDex s'ajuste bien à la manière de « faire science » qu'ils estiment « bonne »). Puis nous développerons les ressorts d'une appropriation plus utilitariste, à l'aide des notions d'« utilitarisme professionnel » et de « travail de projet ». Nous terminerons par les failles de l'appropriation et sa dépendance à l'appartenance disciplinaire.

L'appropriation convaincue

- 24 Ce registre d'appropriation procède de l'ensemble des arguments et des perceptions enthousiastes à l'égard de l'IDex Aba, plus particulièrement de la possibilité d'y

décrocher et d'y mener des projets de recherche partenariaux. Il participe d'une expérience s'inscrivant dans le temps (de la soumission d'un projet à sa réalisation, encore en cours le plus souvent lors de l'enquête) et s'appuie sur quatre ressorts, qui recourent en grande partie les intentions de la « gouvernance » du dispositif.

- 25 Premièrement, plusieurs enquêtés déclarent s'être engagés avec allant dans la soumission d'un projet auprès de l'IDex, rendant congruent le récit des événements avec une conception de la science à laquelle ils tiennent. Tout d'abord, ces enquêtés indiquent fréquemment que le projet IDex décroché n'est pas « *né de rien* » (Gisèle, 45 ans, Chargée de Recherche CNRS, géographie), qu'il ne provient pas « *de nulle part* » (Agnès, 51 ans, professeure en électronique). Ils insistent sur une continuité entre le dépôt d'un projet et une collaboration antérieure. Ils cherchent aussi à se dédouaner d'un « *opportunisme* » (Sylvie, 50 ans, professeur de chimie) qui serait suscité par l'apparition de ce nouveau « guichet », ce que Philippe (50 ans, Chargé de Recherche au CNRS en science du langage) étaye de la manière suivante :

La facticité vient du magot, j'ai fait des réunions où, là on a de l'argent et comme dans une réunion de bandits on allait savoir qui allait récupérer quoi. Non c'est la facticité c'est le fait de ne pas se connaître avant et qu'il n'y ait pas de... je ne pense pas que la recherche se décrète, donc si sous prétexte qu'il y a un appel à projet et de l'argent à prendre, on invente, on pond un projet parce qu'on a tous un savoir-faire en matière de rédaction, bah je pense qu'on arrive à des impasses ou des usines à gaz. Non, ça ne se décrète pas... pour moi ce n'est pas l'appel qui suscite le projet, c'est le projet qui devrait susciter la réponse à l'appel (Philippe).

- 26 Un argument en creux est qu'une collaboration préalable serait une condition *sine qua non* de la réussite scientifique ultérieure du projet. Par contraste, Vianney (51 ans, Directeur de Recherche au CNRS en biologie) relate un « *mariage forcé* » où des laboratoires ont été sommés par un comité d'évaluation de l'ANR de se regrouper, sans expérience antérieure ni désir partagé, ce qui, selon lui, aboutit fatalement à des échecs. Une spontanéité dans la logique scientifique est de ce fait présentée comme l'opposé d'une obligation institutionnelle inauthentique. On entend ici une revendication d'autonomie et de liberté académique, au sens de Michael Polanyi⁸. La réalité est à mi-chemin. Des chercheurs ont pu par exemple faire connaissance lors de rencontres organisées au début de l'IDex Aba, apprendre à se comprendre, envisager un projet commun puis le soumettre, comme cela est raconté par Philippe au cours d'une journée de présentation de projets portant sur le thème du « numérique » en 2019. Cet enquêté ajoute avoir apprécié ces rencontres car il les a perçues comme un soutien à l'émergence de projets. Un idéal de la collaboration scientifique s'affirme. Il suppose qu'une « bonne » recherche devrait commencer « *sans support financier* » (Jean-Luc, 60 ans, astrophysicien dans une école d'ingénieurs), avec un temps de maturation. Autrement dit, la démarche scientifique tire parti de l'encadrement institutionnel, ici lié à l'IDex, et pas l'inverse.

- 27 Deuxièmement, d'autres chercheurs répondent favorablement à l'incitation faite par l'IDex Aba de monter des « petits » projets exploratoires, par opposition à une recherche plus planifiée où les résultats attendus doivent être détaillés avant même que la recherche ne débute. Ces projets exploratoires correspondent davantage, selon eux, à leur manière de conduire des recherches et leur conception de l'activité scientifique où la prise de risque peut être de mise. Sylvie (professeur des Universités, chimie, 50 ans) avance par exemple que le projet qu'elle coordonne porte sur une thématique qui n'est pas centrale dans sa recherche mais « *a du sens* » (elle concerne les

polymères dans le domaine du développement durable) alors qu'Agnès (professeure en électronique, 51 ans) indique utiliser le projet IDex pour « s'oxygéner » et poser de nouvelles idées qui lui serviront pour des dépôts de propositions ultérieures. Cela rejoint le souhait de départ de l'équipe dirigeante consistant à privilégier les projets originaux, afin qu'ils « mûrissent » (Dominique, 58 ans, ancien directeur aux affaires internationales d'Aba). On retrouve la dialectique structurante en management de l'innovation entre exploration et exploitation (March, 1991), qui semble à la fois pertinente du côté des scientifiques et du point de vue de la direction de l'IDex.

- 28 Troisièmement, cette appropriation « convaincue » est enthousiaste par rapport à la perspective de collaborer avec d'autres disciplines. Cette appétence est plus ou moins récente et plus ou moins approfondie selon les enquêtés concernés. Elle provient d'abord d'une complémentarité scientifique anticipée, d'un enrichissement mutuel par l'altérité (Mitchell, 2005), en explorant un même objet de recherche par des voies différentes. Par contraste avec une vision d'un critère (l'« interdisciplinarité ») politique et normatif souvent raillé durant l'enquête, plusieurs enquêtés indiquent être mus par une motivation intrinsèque (la « curiosité »). D'autres envisagent un croisement des regards disciplinaires où « *les résultats des uns posent des questions aux autres* » (Sylvie, professeure en chimie, 50 ans). Les mêmes évoquent des points d'achoppement dépassables à l'aide d'autres savoirs et méthodes que les leurs (en algorithmie pour des médecins, des compétences en modélisation pour des biologistes, par exemple).
- 29 Enfin, le cadrage de l'IDex étudié enjoint au caractère local des partenariats. Cela a été une prise pour l'appropriation « convaincue ». Plusieurs enquêtés ont décrit en effet une exploration du local, qui peut commencer par le très proche, typiquement des collègues d'une autre discipline ou d'une autre spécialité de son propre laboratoire. Cette démarche de prospection locale a pu aussi permettre d'identifier des compétences insoupçonnées (sur le plan scientifique, mais aussi du côté d'autres acteurs comme la préfecture ou les sapeurs-pompiers). Gisèle (45 ans, chargée de Recherche CNRS, géographie) parle à ce titre de « *belles surprises locales* ». Des directions non prévues ont ainsi pu être empruntées, comme pour Stéphane (42 ans, chercheur à INRIA), qui a entamé un travail avec une école d'art pour dépeindre sous forme d'œuvres des données, alors qu'il cherchait à l'origine des compétences en « *interface-utilisateurs* ». Ce même enquêté tempère néanmoins son propos en pointant une tension entre le local et l'international :
si on a possibilité de travailler avec Stanford ou avec l'université locale on travaille avec Stanford... alors localement il y a des gens très compétents, là je n'ai aucun doute là-dessus, par contre il n'y a pas la même densité de compétences que ce qu'on peut trouver à l'étranger. Parce que les universités sont plus petites, pour plein de raisons, ça c'est un premier aspect, deuxième aspect c'est au niveau carrière et ça on est bien obligé d'y penser également, si je fais toute ma carrière à travailler avec mon écosystème local, je n'aurai aucune chance par rapport à quelqu'un qui travaillera avec un écosystème international (Stéphane).
- 30 Au-delà, l'équipe qui répond à l'AAP prend forme, d'après notre enquête, par capillarité, et selon le schéma suivant : un chercheur (A) est à l'origine et contacte un collègue d'une autre discipline (B) du bassin local, connu préalablement. Des discussions débutent puis d'autres chercheurs sont ajoutés, le plus souvent par B, et A lui fait confiance. Les enquêtés élargissent « localement » leur réseau de collaboration, sans que cette ramification ne se substitue aux réseaux existants.

Utilitarisme professionnel et travail de projet

- 31 L'autre registre d'appropriation⁹ est plus utilitariste et s'intègre à une réflexion sur les conditions de possibilité de la réalisation (collective) du travail de recherche. Les ressources de l'IDex apparaissent alors comme une opportunité de plus. Nous parlerons ainsi d'« utilitarisme professionnel », qui consiste à s'approprier le dispositif IDex pour pouvoir mener à bien sa recherche et en assurer la continuité (ou initier une nouvelle ramification), sans forcément adhérer au cadrage et aux orientations du dispositif. Cet utilitarisme professionnel est un gage d'autonomie, entendue ici comme un réquisit pour continuer à exercer dans des conditions satisfaisantes (au moins en termes de moyens) un métier décrit durant l'enquête sur un registre vocationnel.
- 32 Tout d'abord, dans cette perspective, l'engagement dans le dispositif Aba et, par conséquent, la soumission à des AAP, ont comme motivation première les chances plus importantes de décrocher ce financement par rapport à d'autres plus concurrentiels. Plusieurs chercheurs relatent ainsi établir à cette fin une cartographie comparative des « guichets », dans l'optique de savoir où être « gagnant » avec le moins d'incertitudes possibles. Une affirmation est souvent revenue à cet égard : sur la totalité des projets soumis à l'ANR, « *seuls 10 % sont retenus à la fin* ». Dans ce contexte, les AAP de l'IDex, certes moins bien dotés financièrement, apparaissent comme un placement plus sûr (Laudel, 2006). Les Collèges poussent même dans le sens d'un « *resubmit* », que l'on trouve dans la quasi-totalité des AAP, ce qui contient d'après plusieurs enquêtés la promesse implicite que le financement pourra être obtenu du second coup, quand il n'est pas décroché du premier. La représentation d'un financement plus « facile » à obtenir est ainsi suscitée et a pu favoriser l'appropriation du dispositif. Selon nos calculs, en faisant un ratio entre projets déposés et projets sélectionnés, le taux d'acceptation moyen des Collèges est de 30% sur l'ensemble de la période 2017-2020, ce pourcentage augmentant de fait avec la re-soumission de projets non financés.
- 33 Ensuite, plusieurs interviewés mettent en perspective ces chances de réussite avec un investissement pressenti en termes de temps à passer pour rédiger les projets, et relativement au format de soumission. Les projets à déposer auprès de l'IDex tirent alors leur épingle du jeu, les enquêtés faisant mention d'un format d'une « *dizaine de pages* » et de l'absence, par exemple, de nécessité de transmettre en amont des devis quand du matériel est à commander (cela est demandé dans certains AAP). En outre, la comparaison ne porte pas uniquement sur les chances de réussite et l'investissement jugé nécessaire au moment de la soumission. Elle concerne aussi d'autres aspects : les modalités d'emploi des financements (possibilité de passer de la catégorie « *prestations* » à la catégorie « *matériel* » et vice-versa) et leur justification (le « *fléchage* » des dépenses), la nature et la lourdeur des évaluations intermédiaires (« *reporting* ») puis finales (« *ça change des projets européens où l'on doit se déplacer pendant une semaine à chaque fois* » d'après Stéphane, chercheur en informatique à INRIA, 42 ans), la mémoire des comités en cas de refus d'une proposition. Beaucoup, comme Roland (enseignant chercheur en physique dans une école d'ingénieurs, 62 ans) saluent dans la même perspective la « *souplesse* » des projets IDex, ainsi que les facilités octroyées. Ici, les enquêtés font leur et étaient un argument de la direction.
- 34 Sans que nous les y invitions, les enquêtés ont donc parlé de l'ensemble de leurs financements et de leur stratégie de recherche de ressources. Dès lors, le registre de l'utilitarisme professionnel conduit particulièrement à insister sur des postures et des

capacités que des acteurs déploient, du fait de la prolifération de « guichets », des besoins pour réaliser leur recherche et/ou de l'incitation à soumettre des projets. Dans cette perspective, Julien Barrier (2011) parle d'une « réflexivité stratégique » qui caractérise selon lui des chercheurs français en électronique et en micro/nanotechnologies. Cette réflexivité est « guidée par un double principe d'optimisation des activités d'exploration et de réduction du risque de non-financement » (Barrier, 2011, p. 14). L'exploration suppose un apprentissage des critères (parfois informels) d'éligibilité, relevé aussi par Morgan Jouvenet à propos d'une population comparable (2011). La notion de « réflexivité stratégique » comprend également une mise en plan de sa trajectoire de recherche sous la forme de propositions de projets avec des anticipations sur ce qui serait plus facilement finançable. Nos enquêtés nous ont renseignés à ce titre sur une géostratégie de la soumission de projets, l'IDex octroyant de nouvelles possibilités. Ils indiquent se questionner régulièrement sur « où soumettre ? » et s'ajuster en fonction des types de projets qu'ils sont à même de proposer et des appels concernés. Ils font en sorte d'être informés des appels pertinents pour eux, recyclent des propositions qui ont été rejetées ou des résultats déjà obtenus, rodent leurs arguments et les protocoles au fil des soumissions. Ce travail de sollicitation des financements ne saurait s'apparenter à un « sale boulot » (notamment car il peut difficilement être délégué, comme le note Barrier, 2011) et être assimilé uniquement à un travail administratif extérieur à la « vraie » recherche : il produit souvent « les conditions de possibilité d'une activité de recherche » (Barrier, 2011, p. 522) et fait désormais partie intégrante du métier de chercheur, surtout dans les sciences naturelles et expérimentales, où le dépôt de projets est devenu une « routine » (Harroche, 2021). Dans la même veine, Jouvenet (2011) insiste sur la dimension politique du métier de chercheur qui implique de nouvelles compétences managériales, comme l'écriture de projets, l'*accountability*, le marketing, l'intuition pour « sentir le vent » (Jouvenet, 2011). En référence aux recherches d'Anselm Strauss, Barrier parle pour sa part de « travail d'articulation » qui comprend une veille régulière sur les opportunités de financement, le tissage de réseaux ou la participation à des « scènes de décision où se jouent l'allocation des financements par projet » (Barrier, 2011, p. 524).

- 35 Le défaut de cette notion, telle qu'elle est mobilisée ici par Barrier (2011), est qu'elle suggère une articulation (ou un ajustement) avec d'autres entités et acteurs, sans que l'on sache précisément lesquels et selon quelle hiérarchie (les collègues, les doctorants, les autres projets, l'activité scientifique « noble » ?). Des tâches et une activité sont en revanche bien identifiées et caractérisent ce travail. Pour mieux rendre justice à sa spécificité et son autonomie, nous préférons parler de « travail de projet » en y ajoutant des éléments empiriques recueillis durant notre enquête. Le « travail de projet » est à appréhender de manière diachronique et se déploie selon des moments distincts. Il comprend une activité en amont de repérage des appels à projets pertinents, l'estimation à un moment donné des chances d'emporter un financement, la participation à des comités de sélection des projets. Il concerne aussi une activité de constitution d'équipes, d'acceptation ou de refus des sollicitations, d'écriture des projets, de réponses à apporter aux évaluateurs et aux instances de pilotage des « guichets », ainsi que la gestion des budgets, et les acrobaties qu'elle suscite. Notre hypothèse est que les apprentissages des chercheurs, ainsi que la diffusion de compétences en termes de « travail de projet » qui a partie liée avec un « utilitarisme professionnel », ont favorisé l'appropriation rapide d'un « guichet » comme celui de l'IDex Aba.

- 36 Signe d'une maturation des pratiques, la dextérité avec laquelle les chercheurs rencontrés racontent jongler entre différents financements, les combinent et les complètent les uns avec les autres¹⁰ (par exemple pour réussir à rémunérer un post-doc), est apparue avec force durant les entretiens, dans une sorte de « *mix de financement* » (Agnès, professeure en électronique, 51 ans). Cette dimension a été particulièrement saillante dans les discours dans la mesure où les financements IDex, bien que faibles par rapport à d'autres, sont plus maniables et ont pu permettre plus facilement de résoudre des équations complexes (complément pour financer une thèse, typiquement). Ils constituent parfois le chaînon manquant du financement de projets de recherche qui s'inscrivent dans un temps plus long que celui des AAP.
- 37 Cela revient à diversifier le modèle en escalier (partir d'un financement IDex pour solliciter ensuite des financements plus importants) promu par la gouvernance du dispositif. Cette configuration existe toutefois, en particulier dans les sciences expérimentales et naturelles, dans l'optique d'une « preuve de concept » : soumettre un projet à un AAP pour un montant important suppose de montrer des résultats probants déjà obtenus et des protocoles rôdés. Concomitamment, la collaboration au sein d'un projet est à éprouver avant de s'engager dans des demandes de financement de plus grande ampleur :
- Vous ne pouvez pas aller à l'ANR sans tester que ça marche, que les équipes fonctionnent. Il faut bien sûr que les questionnements soient bons, mais il faut aussi que les équipes fonctionnent bien ensemble. Donc l'IDex permet de tester si le projet est valide, viable. Ça permet de tester des méthodes et ça permet de réajuster (Gisèle, 45 ans, Chargé de Recherche CNRS, géographie).
- 38 Le projet IDex joue alors le rôle d'une amorce, d'un tremplin, dans le droit fil de l'idée de « levier » de la direction, mais en l'enrichissant ici d'une réflexion sur la collaboration entre chercheurs de disciplines différentes. Le discours des chercheurs a aussi fait apparaître la configuration du relai quand le projet IDex fait suite à la fin d'un « gros » contrat de recherche et dans l'attente de relancer une dynamique de soumissions. Celle du pis-aller, du « faute de mieux » (en s'en contentant) quand des initiatives auprès d'autres « guichets » plus prestigieux, n'ont pas été couronnées de succès, a aussi émergé dans deux entretiens, ce qui ici va à l'encontre des souhaits de la direction. L'enquête a aussi rappelé l'enjeu de l'articulation temporelle entre la « temporalité gestionnaire » des projets et la « temporalité professionnelle » (Schultz, 2013) de la production de connaissances. Émilien Schultz rajoute, à partir d'une enquête dans un laboratoire de biophysique, que trois « régimes d'usage » des financements sur projets existent : il distingue ainsi le régime « connexionniste », où la participation se décide de façon opportuniste, en laissant le chercheur qui porte le projet prendre la plus grande part de la rédaction de la proposition puis de la coordination ; le régime « séquentiel », où le « temps du projet » se vit de façon exclusive en attendant de chercher une autre source de financement sur le même thème ; enfin, le régime « entrelacé » consiste en un enchevêtrement de différents projets, dans une même temporalité. Dans cette dernière configuration, les chercheurs réalisent et combinent différents projets en même temps et ce, d'autant plus qu'ils appartiennent à des disciplines rompues au financement par projets. Dans la dernière posture identifiée, ce critère de l'appartenance disciplinaire est central.

Absence d'appropriation et dépendance à la discipline d'appartenance

- 39 Devant la possibilité nouvelle de solliciter des financements de l'IDex Aba, la dernière posture est celle du rejet (d'emblée, et en s'y tenant) ou de l'abandon (après avoir expérimenté le « guichet »). On parlera alors d'une absence d'appropriation. Deux de nos enquêtés s'inscrivent dans cette configuration, qui emprunte à la fois à un registre idéologique et pragmatique (Hubert, Chateauraynaud & Fourniau, 2012). Le premier, linguiste, 44 ans, considère ne pas avoir besoin d'argent pour réaliser sa recherche, *« juste un crayon, un ordinateur, un bureau et du temps »*. Pour lui, la capacité à poursuivre une activité de recherche ne passe pas par des financements et l'argent pervertit la science : *« les collègues se plaignent qu'il n'y a pas assez d'argent, moi je trouve qu'il y en a trop, la preuve j'ai été témoin qu'à la fin de projets on ne savait plus comment dépenser et qu'on achetait des Ipad dernier cri : mais on va où, là ? »*. Le second, géographe, 58 ans, a obtenu un financement de l'IDex à son début mais indique ne plus vouloir candidater. Pour qualifier sa perception du dispositif, il reprend le terme de *« saupoudrage »* qui fait figure d'épouvantail pour la direction de l'IDex : *« il s'agit de donner un peu à beaucoup pour ne pas faire de mécontents, mais du coup personne n'avance vraiment »*. En somme, cet enquêté préférerait des choix plus tranchés dans une optique plus compétitive. Il regrette également le temps où les laboratoires disposaient de davantage de financements pérennes pour *« creuser des sujets »*, avec des chercheurs qui *« n'avaient pas à se justifier »*, alors que les appels à projets, ceux de l'IDex y compris, obligent selon lui à *« dire ce que l'on va trouver sans vraiment le savoir »*.
- 40 Pour poursuivre, l'appartenance disciplinaire est déterminante dans l'absence d'appropriation, comme l'a également observé A. Harroche (2021). Même si les pratiques au sein d'une même discipline des sciences humaines et sociales (SHS) sont hétérogènes (voir par exemple pour l'histoire, Cauchard & Vilardell, 2013), celles-ci comprennent plus de chercheurs réticents par rapport à la logique de financement sur projets, que dans les sciences de la nature ou l'informatique, typiquement, sans qu'une « opposition radicale » (Harroche, 2021) ne s'exprime toutefois à l'égard de l'IDex. La première direction de l'IDex Aba en était bien consciente en insistant sur leur volonté de ne pas laisser de côté les « SHS » (nomination d'une directrice adjointe issue des sciences du langage, création d'un Collège dédié à ces disciplines), tout en concédant qu'il *« existera toujours des irréductibles »* (Pierre). Ce terme très péjoratif signale que le souhait d'intégrer les « SHS » peut tout autant être interprété comme une pression à ce que les chercheurs qui y appartiennent se conforment, sous peine de « cesser d'exister dans le paysage » (Harroche, 2021, p. 136). De surcroît, une discipline renvoie au moins autant à une épistémologie qu'à des modes d'organisation de l'activité scientifique. Ceux-ci sont structurants pour comprendre l'engagement (ou son absence) dans ce type de dispositif. L'enquête permet d'insister sur trois aspects à ce titre. Premièrement, les disciplines n'ont pas les mêmes temporalités de production de connaissances. En biologie, par exemple, selon Vianney (51 ans, Directeur de Recherche au CNRS), cette temporalité est de huit ans et excède donc largement celle de réalisation des projets, ce qui contraint à les faire se succéder. Deuxièmement, le contraste est encore plus saisissant s'agissant des ressources à acquérir pour parvenir à des résultats valorisables : la « dépendance » à l'égard desdites ressources (humaines, matérielles, financières) est à géométrie variable selon les disciplines (Harroche, 2021).

Les plus grosses disparités s'observent en matière d'équipements et de matériaux (comme les très onéreux « réactifs » en chimie), faisant qu'une même somme obtenue n'a pas la même valeur selon la discipline. Les équipements se déploient dans des environnements naturels (une « expédition » en géographie physique), d'autres en laboratoire, d'autres sont de nature numérique. Vianney déclare ne pas pouvoir travailler sans ces ressources, ce qui peut confiner à l'absurdité : « *le chercheur est payé mais ne peut rien faire* ». Régis (Directeur de Recherche au CEA, chimiste, 54 ans) abonde dans ce sens en parlant d'accumulation et d'articulation de différents budgets :

On sait très bien que pour être vraiment opérationnel, il faut des projets, c'est-à-dire qu'il ne faut pas faire les choses à l'envers, c'est-à-dire suréquiper un laboratoire et puis qu'il n'y ait pas de projets, ça arrive aussi hein, j'ai connu plein d'exemples comme ça, donc là on procède normalement, je ne vais pas dire qu'on ne cherche pas l'escalade d'équipements, mais on a besoin par exemple d'un autre spectromètre, donc on est obligé d'avancer un petit peu comme ça, c'est un petit peu normal et après ce qu'il y a c'est que sur une seule, on va dire sur une seule méthode, on va agréger plusieurs projets qui vont se combiner, et qui vont, il va y avoir un effet synergique, voilà c'est ça qui est important (Régis).

- 41 Le dernier aspect a trait à la division du travail interne à la discipline et à la place accordée aux doctorants et post-doctorants dans la conduite de programmes de recherche collectifs. Plus la division du travail est poussée (avec des doctorants qui « *font la recherche* » et des encadrants et des directeurs de recherche qui « *écrivent des projets* », selon des expressions typiques), plus les besoins en financement de personnels sont critiques et plus un nouveau « guichet » va être regardé de près.
- 42 Pour terminer, gageons que les réserves sur le dispositif, qui ont été livrées par plusieurs enquêtés, vont parfois entraîner son délaissement, sans parler de sa banalisation (le dispositif est nouveau au moment où nous enquêtons, ce qui a pu favoriser son appropriation). Ces réserves concernent des délais estimés trop courts pour répondre aux AAP, une transmission de l'information jugée parfois défaillante, une évaluation des projets toujours « interne » où « *l'on oscille souvent entre le conflit d'intérêt et l'incompétence* » (Frédéric, 50 ans, directeur scientifique d'Aba depuis 2020). Des risques, consécutivement, d'effets de club sont avancés, soit la captation par une minorité de ces financements, malgré les précautions de l'équipe de gouvernance du dispositif à ce niveau face à la logique bien connue de l'effet Matthieu (Merton, 1968). En inscrivant notre réflexion dans un temps plus long, un dernier facteur pourrait contribuer à délaisser la soumission à des appels à projets de l'IDex Aba. Les chercheurs interviewés, en plus de déplorer le caractère chronophage de cette activité, donnent des signes de lassitude voire d'épuisement face à la généralisation du financement de la recherche par projets. La faute à un régime d'incertitude qui s'impose (Sigl, 2016) et qui les affecte personnellement quant aux réussites potentielles de leurs propres initiatives, mais aussi à une certaine solitude. Celle-ci est manifeste dans le récit du montage des projets (avec un rédacteur unique qui compile des contributions éparées), comme si les partenaires s'en remettaient principalement au « porteur » qui a à se débrouiller, dans un monde en réseaux où les « *chefs de projet* » se multiplient. Un paradoxe de la collaboration est à ce titre formulé par Jean-Paul (professeur en électronique, 54 ans) : le contexte de financement sur projet n'a jamais autant invité à la collaboration mais, pourtant, les collègues semblent avoir de moins en moins de temps pour collaborer.

Conclusion

- 43 Cet article a cherché à répondre à la question « un IDex pour quoi faire ? » en se plaçant du point de vue des concepteurs et dirigeants d'un IDex particulier (Aba), puis de celui de ses bénéficiaires. Il s'avère que ce dispositif, du côté de sa gouvernance, a été envisagé, malgré la faible dotation des projets financés comparativement à d'autres « guichets », comme un levier en vue d'une transformation plus vaste, qui visait à s'inscrire avantageusement et durablement dans le paysage de l'ESR français. Des jalons ont aussi été posés pour créer les conditions de la pérennisation du dispositif par les tutelles, ce qui a fonctionné. La littérature sur la « projectification » de la recherche (Fowler *et al.*, 2015) met l'accent sur la confrontation voire l'opposition entre l'intentionnalité de ce type de dispositif (en termes de planification et d'accent mis sur des applications issues des recherches financées) et les valeurs attribuées aux chercheurs (liberté, autonomie, créativité) (Fowler *et al.*, 2015). Ici, et de façon diachronique, le processus de cadrage que nous avons restitué à l'aide des trois mécanismes nodaux mis en évidence par Benford, Snow et Miriam Pouchard (2012), a offert des prises pour l'appropriation du dispositif. Incitatif, ce cadrage a semblé suffisamment malléable (avec des critères comme l'ancrage local et l'interdisciplinarité) et finalement peu contraignant (en termes de soumission, de « reporting », d'usage des financements, etc.). Deux registres d'appropriation, qui s'entremêlent, ont été identifiés : un « convaincu », avec un ajustement entre le cadrage du dispositif et des convictions professionnelles, un autre relevant d'un « utilitarisme professionnel » qui s'inscrit dans l'acquisition de capacités regroupées dans la notion de « travail de projet ». Le « modèle en escalier » promu par la direction¹¹ a en outre été diversifié dans les pratiques (avec le jonglage entre financements, le financement-relai), voire subverti (financement pis-aller). Nous avons également insisté sur les failles de l'appropriation de l'IDex Aba et la dépendance à l'appartenance disciplinaire.
- 44 De façon générale, les enquêtés, du côté des chercheurs, ont paru vouloir être acteurs plus que de subir un formatage de la recherche induit par la généralisation du financement par projets. Ce dispositif « local » semble offrir une latitude pour y arriver. Une lassitude s'est néanmoins manifestée chez les chercheurs rencontrés, devant une situation qu'ils vivent comme une course sans fin pour la recherche de financements. Nombre d'entre eux ont exprimé ce que nous analysons comme une double ambivalence, soulignant, d'une part, les opportunités ouvertes par les financements IDex mais aussi le surcroît d'engagement que cela occasionne. En venant souvent s'ajouter à d'autres formes de financements qui nécessitent également le montage de projets et leur management, les financements IDex contribuent en effet au cumul de tâches d'administration de la recherche que les chercheurs (pour une part toujours plus importante d'entre eux) doivent désormais assumer. Les concepteurs d'Aba comme les Collèges qui ont lancé les AAP semblent en avoir été conscients, puisqu'ils ont choisi un format de réponse et d'évaluation relativement léger. D'autre part, nous avons montré que des compétences et des capacités se développent quant à ces activités regroupées sous l'expression de « travail de projet ». Mais elles menacent en quelque sorte de se retourner contre les chercheurs : elles ne sont pas reconnues et peuvent les inciter à en vouloir « toujours plus », à s'épuiser potentiellement dans une quête sans horizon, où la recherche des moyens peut prendre le pas sur les finalités

poursuivies (produire de la connaissance, faire vivre des collectifs de recherche). L'« utilitarisme professionnel » que nous mettons ici en évidence peut ainsi se transformer en anomie et générer des frustrations, la recherche perpétuelle de nouveaux projets détournant de tâches plus nobles comme la participation à des enquêtes ou des expérimentations, le travail sur des données et l'écriture d'articles.

- 45 Pour terminer, cet article ouvre la voie à de futures recherches. Elles pourraient notamment isoler, en étudiant le dispositif sur un temps plus long, des séquences d'appropriation de l'IDex (constitution d'équipes en vue de la soumission d'un projet, rédaction du projet et contenu du document final, examen des réalisations du projet notamment en termes de publications et jugement sur la qualité de la recherche produite) pour se centrer sur l'une d'elles. Elles pourraient étudier de façon longitudinale un critère d'éligibilité dans les AAP et mettre également davantage l'accent sur les espaces intermédiaires (entre direction et chercheurs) où se joue l'appropriation, typiquement les « Collèges », dans notre cas, que nous n'avons pas investigués. Enfin, elles pourraient se pencher à l'aide d'une analyse de réseaux sur les collectifs de collaboration constitués et leur superposition (ou leur indépendance) par rapport à d'autres réseaux, sur la base notamment de récits de montage de projets et de co-publications.

Nous remercions très sincèrement les évaluateurs anonymes de la RAC ainsi que les membres du comité de rédaction qui ont accompagné cet article jusqu'à sa publication. Grâce à l'ensemble des suggestions et des commentaires reçus, nous avons pu améliorer substantiellement la démonstration que nous souhaitons mener à bien. L'enquête sur laquelle se fonde cet article a été possible grâce au projet SNIF (Scientific Networks and IDex Funding) financé par l'Académie 1 « Réseaux, Information et Société Numérique » de l'IDex JEDI (Université Côte d'Azur) de 2018 à 2021.

BIBLIOGRAPHIE

- Akrich, M. (1995). User Representations: Practices, Methods and Sociology. In A. Rip, T.J. Misa & J. Schot, (ed.). *Managing technology in society: the approach of constructive technology assessment* (pp. 167-184). London: Pinter.
- Aust, J. (2014). Financer la recherche sur projet. Figures historiques d'un dispositif de gouvernement. *Genèses*, (94), 2-6. <https://doi.org/10.3917/gen.094.0002>
- Aust, J. & Lepont, U. (2019). Les LABEX réinventés. Les appropriations paradoxales d'un instrument d'action publique en biologie. *LIEPP Policy Brief*, (42). <https://doi.org/10.25647/liepp.pb.42>
- Aust, J., Mazoyer, H. & Musselin, C. (2018). Se mettre à l'IDEX ou être mis à l'index, conformations, appropriations et résistances aux instruments d'action publique dans trois sites d'enseignements supérieurs. *Gouvernement et action publique*, 4, 9-37. <https://doi.org/10.3917/gap.184.0009>

- Barrier, J. (2011). La science en projets : financements sur projet, autonomie professionnelle et transformations du travail des chercheurs académiques. *Sociologie du travail*, 54(3), 515-536. <https://doi.org/10.1016/j.socotra.2011.08.011>
- Benford, R. D., Snow, D. A. & Miriam Pouchard, N. (2012). Processus de cadrage et mouvements sociaux, présentation et bilan. *Politix*, 99(25), 219-255. <https://doi.org/10.3917/pox.099.0000> [traduction française de Benford R. D., Snow D. A., (2000). Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment, *Annual Review of Sociology*, 26, 611-639].
- Bleiklie, I., Enders, J. & Lepori, B. (2017). *Managing universities: policy and organizational change from a Western European comparative perspective*. London: Palgrave Macmillan.
- Bleiklie, I., Enders, J. & Lepori, B. (2015). Organizations as Penetrated Hierarchies: Environmental Pressures and Control in Professional Organizations. *Organization Studies*, 36(7), 873-896. <https://doi.org/10.1177/0170840615571960>
- Bloch, R. (2021). The actorhood imperative. On universities as organisational actors. *European Journal of Higher Education*, 11(1) 489-505. <https://doi.org/10.1080/21568235.2021.2004184>
- Cauchard, L. & Vilardell, I. (2013). L'histoire face aux financements sur projet : autonomie professionnelle, temporalités et organisation de la recherche. *Temporalités*, 18. <https://doi.org/10.4000/temporalites.2542>
- Crespin, R. (2014). Des objets techniques aux objets-frontières : appropriation et dissémination des instruments d'action publique. *Sciences Sociales et Santé*, 32(2), 57-66. <https://doi.org/10.3917/sss.322.0057>
- Contamin, J. G. (2010). Cadres et lutte de sens. Dans E. Agrikoliansky et al. (dir.), *Penser les mouvements sociaux* (pp. 54-75). Paris : La Découverte.
- Fowler, N., Lindahl, M. & Skold, D. (2015). The Projectification of University Research: A Study of Resistance and Accommodation of Project Management Tools & Techniques. *International Journal of Managing Projects in Business*, 8(1), 9-32, <https://doi.org/10.1108/IJMPB-10-2013-0059>
- Gally, N. (2018). Entre executive shift et gouvernement à distance : la genèse des politiques « pour l'excellence » dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche (2009-2012). *Revue Française de Science Politique*, 68(4), 691-715, <https://doi.org/10.3917/rfsp.684.0691>
- Goffman, E. (1991). *Les cadres de l'expérience*. Paris : Minuit.
- Harroche, A. (2021). *Gouverner par les inégalités : la mise en œuvre d'une initiative d'excellence dans l'enseignement supérieur et la recherche*. Thèse de doctorat en sociologie, Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- Hubert, M., Chateauraynaud, F. & Founiau, J.M. (2012). Les chercheurs et la programmation de la recherche : du discours stratégique à la construction de sens. *Quaderni*, 77, 84-95. <https://doi.org/10.4000/quaderni.556>
- Hubert, M. & Louvel, S. (2012). Le financement sur projet : quelles conséquences sur le travail des chercheurs ? *Mouvements*, 71, 13-24. <https://doi.org/10.3917/mouv.071.0013>
- Jauréguiberry, F. & Proulx, S. (2011). *Usages et enjeux des technologies de communication*. Toulouse : Eres.
- Jouvenet, M. (2011). Profession scientifique et instruments politiques : l'impact du financement « sur projets » dans des laboratoires de nanosciences. *Sociologie du Travail*, 53(2), 234-252. <https://doi.org/10.1016/j.socotra.2011.03.005>

- Laudel, G. (2006). The art of getting funded: how scientists adapt to their funding conditions. *Science and Public Policy*, 33(7), 489-504. <https://doi.org/10.3152/147154306781778777>
- Lepori, B. (2011). Coordination modes in public funding systems. *Research Policy*, 40(3), 355-367. <https://doi.org/10.1016/j.respol.2010.10.016>
- McAdam, D., McCarthy, J. & Zald, M.N. (eds.) (1996). *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge: Cambridge University Press.
- March, J. (1991). Exploration and exploitation in organizational learning. *Organization Science*, 2(1), 71-87. <https://www.jstor.org/stable/2634940>
- Merton, R. K. (1968). The Matthew Effect in Science. *Science*, 159(3810), 56-63. <https://doi.org/10.1126/science.159.3810.56>
- Mitchell, P.H. (2005). What's in a Name? Multidisciplinarity, Interdisciplinarity, and Transdisciplinarity. *Journal of Professional Nursing*, 21(6), 332-334. <https://doi.org/10.1016/j.profnurs.2005.10.009>
- Musselin, C. (2017). *La grande course des universités*. Paris : Presses de Science Po.
- Polanyi, M. (1947). The foundations of academic freedom. *The Lancet*, (May), 583-586. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(47\)91856-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(47)91856-4)
- Revillard, A. (2003). *La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*. Repéré à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01141740>
- Schultz, E. (2013). Le temps d'un projet, Les temporalités du financement sur projet dans un laboratoire de biophysique. *Temporalités*, 18. <https://doi.org/10.4000/temporalites.2563>
- Sigl, L. (2016). On the Tacit Governance of Research by Uncertainty: How Early Stage Researchers Contribute to the Governance of Life Science Research. *Science, Technology, & Human Values*, 41(3), 347-374. <https://doi.org/10.1177/0162243915599069>
- Thèves, J., Lepori, B. & Larédo, P. (2007). Changing patterns of public research funding in France. *Science and Public Policy*, 34(6), 389-399. <https://doi.org/10.3152/030234207X229501>
- Vézian, A. (2014). À la recherche d'une politique biomédicale en France : chronique d'une réforme inaboutie en cancérologie. *Sociologie du travail*, 56(2), 204-224. <https://doi.org/10.4000/sdt.3731>
- Wehrens, R., Oldenhof, L. & Bal, R. (2022). On staging work: how research funding bodies create adaptive coherence in times of projectification. *Science, Technology & Human Values*, 47(3), 1-34. <https://doi.org/10.1177/01622439211005557>

NOTES

1. <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid51351/initiatives-d-excellence.html>, consulté le 8 février 2022.
2. « considérer les IDex comme un instrument d'action publique au service d'une politique inégalitaire et analyser sa mise en œuvre au sein d'un site labélisé permet de prendre au sérieux les visées de cette politique sans pour autant les confondre avec ses effets » (Harroche, 2021, p. 0).

3. Cela constitue une forme d'appropriation, mais nous parlerons, pour la clarté du propos, de « cadrage », en symétrisant le cadrage des uns (les initiateurs du dispositif puis ses animateurs) et l'appropriation des autres (les chercheurs).
 4. Les expressions entre guillemets et en italique proviennent de l'enquête.
 5. Nom fictif, comme les deux autres structures.
 6. On retrouve ce terme sur le site Internet d'Aba : « comme incubateur, il (i.e. Aba) permet d'expérimenter de nouvelles idées, approches ou de nouveaux objets ».
 7. Le « périmètre d'excellence » correspond au périmètre des équipes qui, au sein d'une Université bénéficiaire de l'IDex, peuvent postuler aux financements IDex.
 8. "Academic freedom consists in the right to choose one's own problem for investigation, to conduct research free from any outside control, and to teach one's subject in the light of one's own opinions" (Polanyi, 1947, p. 583).
 9. Les deux registres, rappelons-le, peuvent tout à fait se rejoindre et se mélanger.
 10. Barrier emploie à ce titre l'expression de « portefeuille d'activités et de ressources » (2011).
 11. Ce modèle et ce souhait, tels que les formulent les financeurs, ne sont pas propres aux projets IDex et ont tendance à se généraliser : Projets Exploratifs Premier Soutien (PEPS) du CNRS, Crédits Scientifiques Incitatifs mis en place dans certaines universités, financements par des MSHS (Maison des Sciences de l'Homme et de la Société), etc.
-

RÉSUMÉS

Cet article cherche à répondre à la question « un IDex pour quoi faire ? » en se plaçant du côté des concepteurs et dirigeants d'un IDex particulier (Aba), puis de celui de ses bénéficiaires. L'analyse s'appuie sur une enquête qualitative qui se focalise principalement sur des « vainqueurs » (chercheurs coordonnant des projets financés). Elle a été complétée grâce à des entretiens auprès d'initiateurs et de dirigeants de l'IDex étudié et par une analyse documentaire. Du point de vue de sa gouvernance, ce dispositif s'inscrit dans une ambition de transformation plus vaste visant à s'installer de façon avantageuse dans le paysage de l'ESR (Enseignement Supérieur et Recherche) français. Localement, une dynamique a tenté d'être enclenchée en promouvant un « modèle en escalier » : les chercheurs obtiennent un financement de l'IDex sur des projets exploratoires et jugés originaux, puis soumettent à des « guichets » plus importants. Pour les chercheurs, ce cadrage a de manière générale donné lieu à une appropriation, car, quoiqu'incitatif, il a été peu contraignant (en termes de soumission, de « reporting », d'usage des financements, etc.) et s'est appuyé sur des critères malléables (l'ancrage local et l'interdisciplinarité). Notre analyse a amené à identifier deux registres d'appropriation, qui se combinent : un registre « convaincu », avec un ajustement entre le cadrage du dispositif et des convictions professionnelles, un autre relevant d'un « utilitarisme professionnel ». Le « modèle en escalier » promu par la direction de l'IDex a toutefois été diversifié dans les pratiques (avec le jonglage entre financements, le financement-relai), voire subverti (financement pis-aller). Nous insistons pour finir sur les failles de l'appropriation de l'IDex Aba et la dépendance à l'appartenance disciplinaire d'origine.

This article seeks to answer the question "what is an IDex for?" from the point of view of the designers and managers of a particular IDex (Aba), and then from that of its beneficiaries. The analysis is based on a qualitative survey that focuses mainly on interviews with "winners"

(researchers coordinating funded projects). These were supplemented by interviews with the initiators and managers of the IDex studied and by a documentary analysis. In terms of its governance, this mechanism is part of a broader transformation ambition aimed at establishing itself advantageously in the French RSE landscape. Locally, a dynamic has been attempted to be set in motion by promoting a staircase model: researchers obtain IDex funding for exploratory projects that are deemed original, and then submit to larger “desks”. On the part of researchers, this framework has generally led to appropriation, because, although it is an incentive, it has been malleable (with criteria such as local anchoring and interdisciplinarity) and ultimately not very restrictive (in terms of submission, reporting, use of funding, etc.). Our analysis has led us to identify two registers of appropriation, which combine: a “convinced” register, with an adjustment between the framing of the system and professional convictions, and another register of “professional utilitarianism”. The “staircase model” promoted by the IDex management has, however, been diversified in practice (with the juggling of funding, the funding-relief), and even subverted (stopgap funding). Finally, we stress the flaws in the appropriation of the IDex Aba and the dependence on the original disciplinary affiliation.

Este artículo trata de responder a la pregunta «¿para qué sirve un IDex?» desde el punto de vista de los diseñadores y gestores de un IDex concreto (Aba), y luego desde el de sus beneficiarios. El análisis se basa en una encuesta cualitativa que se centra principalmente en las entrevistas con los «ganadores» (investigadores que coordinan los proyectos financiados). Se complementaron con entrevistas a los iniciadores y gestores del IDex estudiado y con un análisis documental. Desde el punto de vista de su gobernanza, este instrumento se inscribe en una ambición de transformación más amplia destinada a implantarse ventajosamente en el sistema francés de educación superior e investigación. A nivel local, se ha intentado poner en marcha una dinámica promoviendo un «modelo de escalera»: los investigadores obtienen financiación del IDex para proyectos exploratorios considerados originales, y luego se presentan a «convocatorias» más amplias. Por parte de los investigadores, este marco ha propiciado, en general, la apropiación, ya que, aunque ha sido un incentivo, no ha sido muy restrictivo (en términos de presentación a convocatorias, presentación de informes, uso de la financiación, etc.) y se ha basado en criterios maleables (anclaje local e interdisciplinaria). Nuestro análisis nos llevó a identificar dos registros de apropiación, que se combinan: un registro «convencido», con un ajuste entre el marco del instrumento y las convicciones profesionales, y otro registro de «utilitarismo profesional». Sin embargo, el “modelo de escalera” promovido por la dirección del IDex se ha diversificado en la práctica (con los malabarismos de la financiación, la financiación «puente»), o incluso se ha subvertido (financiación «parche»). Por último, destacamos los fallos en la apropiación del IDex Aba y la dependencia de la filiación disciplinar original.

INDEX

Palabras claves : IDex (Initiatives d’Excellence), investigación basada en proyectos, ciencia, transformación institucional, territorio

Keywords : IDex (Initiatives d’Excellence), project-based research, science, institutional transformation, territory

Mots-clés : IDex (Initiatives d’Excellence), recherche par projets, science, transformation institutionnelle, territoire

AUTEURS

GÉRALD GAGLIO

Professeur de sociologie à l'Université Côte d'Azur et membre du GREDEG (UMR CNRS 7321). Sociologue de l'innovation, il s'intéresse plus particulièrement depuis plusieurs années à la prolifération des dispositifs technologiques dans le domaine de la santé et à leurs implications.

Adresse : GREDEG, Campus Azur, 250 Rue Albert Einstein, CS 10269, FR-06905 Sophia Antipolis Cedex (France)

Courriel : gerald.gaglio[at]univ-cotedazur.fr

NATHALIE RICHEBÉ

Professeure de sciences de gestion à l'Université d'Aix-Marseille. Elle s'intéresse à la théorie des organisations et, plus particulièrement, à la régulation sociale et aux échanges sociaux dans les entreprises et les organisations contemporaines.

Orcid : <https://orcid.org/0000-0001-9121-6437>

Adresse : CERGAM, 424 chemin du Viaduc, FR-13080 Aix-en-Provence (France)

Courriel : nathalie.richebe[at]univ-aix.fr